

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES
Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

HORS DU POUVOIR LE CAPITAL ET SES AGENTS



**POUR GAGNER
C'EST CLASSE CONTRE CLASSE
QU'IL FAUT LUTTER, TOUS ENSEMBLE
ET EN MÊME TEMPS.**

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	P 2
REVOLTE OUVRIERE ET GANGRENE REFORMISTE	P 6
A PROPOS DES SCOP	P 8
REINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE : SOLUTION OU ILLUSION POUR SORTIR DE LA CRISE ?	P 10
LES ILLUSIONS ÉLECTORALES ET LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE	P 13
ON NE PEUT PAS ORGANISER LA CLASSE OUVRIÈRE, SANS ORGA- NISER SA FRACTION PLUS AVANCÉE DANS UN PARTI COMMUNISTE.	P 16
SYRIE QU'EST DEVENU LE MOUVEMENT ANTI-IMPERIALISTE EN FRANCE ?	P 20
SOUTIEN A AURORE MARTIN	P 23
QUI SOMMES-NOUS? BULLETIN D'ABONNEMENT	P 24



Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

**Adresse électronique du
ROCML Roc.ml@laposte.net**

**Adresse postale :
Association GrandROC
Villa OctoSun, 3 clos de Lutché
31380 GARIDECH**

**Site du ROCML
<http://www.rocml.org>**

« LE CHANGEMENT, C'EST MAINTENANT ».

C'est avec ce mot d'ordre prometteur (mais mensonger !) que François Hollande, le PS et leurs alliés ont animé leurs campagnes électorales présidentielles et législatives de 2012.

ET MAINTENANT ?

MAINTENANT, ils dirigent le gouvernement. Mais cinq mois après, le constat est là : rien n'a changé. La destruction de l'emploi continue, les salaires sont bloqués, les prestations sociales s'effilochent, les prix augmentent, la pauvreté s'aggrave.

Et ce gouvernement ne changera rien !

POURQUOI ?

Parce que les lois économiques du capitalisme et la crise qu'elles ont engendrée sont toujours là et que le gouvernement n'a jamais eu et n'aura jamais ni l'audace ni l'intention de soustraire l'économie à ce système et à ces lois.

Les mêmes causes ne pouvant que produire les mêmes effets, elles continueront donc à agir et à détruire les forces productives matérielles et humaines comme elles le font MAINTENANT... Les promesses de Montebourg ne servent qu'à illusionner les travailleurs sur sa volonté et sa capacité à rompre la casse. Car son rôle politique, c'est d'affaiblir et de retarder les luttes de la classe prolétarienne contre le système capitaliste. Rien d'autre.

La récession économique est un phénomène objectif. Même si la responsabilité individuelle des gestionnaires du système capitaliste peut être dénoncée, c'est d'abord dans les mécanismes mêmes du système capitaliste que la crise plonge ses racines.

...../suite p3

SEULE LA CONQUÊTE DU POUVOIR PAR LE PROLETARIAT PEUT OUVRIR UNE ALTERNATIVE A LA CASSE ECONOMIQUE ET SOCIALE ORGANISEE PAR LE CAPITAL EN CRISE

Ainsi, dans sa recherche de la plus grande masse et du taux de profit les plus élevés possibles, le capitalisme a déployé des forces productives à un niveau gigantesque à travers le monde.

Mais, en même temps, cette immense accumulation de capital matériel n'a pu se faire que par une exploitation toujours plus grande de la force de travail des prolétaires dans les métropoles impérialistes et dans les régions du monde où le capital s'est engouffré à la recherche d'une main d'œuvre à bas coût.

D'un côté donc, on a des capacités de production énormes, propriétés du capital, et de l'autre, des masses de prolétaires qui ne peuvent plus acheter les marchandises qu'ils ont créées.

Cette situation de surcapacité de production ou de surproduction mondiale est à la base de la crise actuelle. Dans cette situation, la concurrence entre capitalistes s'exacerbe.

Les entreprises grandes, moyennes ou petites licencient pour contracter le personnel en surnombre (du

point de vue du capital), les moins compétitives font faillite et ferment, les monopoles adaptent leur appareil de production aux capacités du marché.

Rendre les moyens techniques plus performants, optimiser le rendement de la force de travail, bref, produire à moindre coût pour être compétitifs, tout en maintenant au plus haut possible les taux de profits, tels sont les objectifs du patronat.

Mais où trouver les capitaux pour moderniser les moyens techniques sans prélever sur les profits ?

Comment optimiser toujours plus l'exploitation de la force de travail pour en faire baisser le coût ?

Comment améliorer les capacités d'achat sur le marché des marchandises ?

Depuis le milieu des années 1970, la bourgeoisie capitaliste et les gouvernements successifs de droite comme de gauche ont mis en œuvre tous les leviers possibles pour tenter de donner une réponse à ces questions centrales pour les capitalistes. En vain. Le crédit à la consommation a dopé un moment le marché. Mais la

paupérisation des masses travailleuses provoquée par les pressions sur les salaires et les restructurations destinées à baisser le coût des marchandises a fini par couper l'accès aux crédits. Car les banques ne prêtent qu'à ceux qui peuvent rembourser leurs dettes.

Aujourd'hui, le marché national et mondial des marchandises est saturé et en recul. Du même coup, la production de ces marchandises est elle aussi en déclin.

Et rien ne laisse entrevoir une prochaine relance significative d'un cycle d'investissements permettant de relancer l'emploi productif ni en même temps les conditions d'une hausse des salaires pour développer le pouvoir d'achat.

La classe ouvrière et les autres couches du prolétariat sont bien sûr les premières à faire les frais de cette faillite générale de l'économie capitaliste. Les bourgeois ont toujours les moyens financiers de faire face, eux. Les prolétaires, non.

...../suite p4

Les ouvriers, les ouvrières, qui ont un emploi ont tout juste de quoi donner le nécessaire à leur famille. L'ouvrier au chômage, lui, est dans la misère avec les siens. L'ouvrier à qui on annonce qu'il sera licencié sait qu'il est condamné au même sort, sans espoir d'en sortir avant des mois, des années... Parfois jamais...

Les luttes actuelles, dont certaines ont commencé depuis plusieurs années, montrent que les travailleurs sont mobilisés et déterminés pour refuser les plans de suppressions d'emplois et leurs conséquences humaines désastreuses.

Après Continental, Goodyear, Sea France, l'actualité sociale est présentement centrée sur Peugeot-Aulnay, Arcelor-Mittal Florange, Fralib, Doux... Avec des dizaines d'autres entreprises dans toute la France, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont en jeu. A un moment où le nombre de chômeurs complets a franchi la barre des 3 millions, l'issue des luttes engagées par les travailleurs de ces entreprises a donc une dimension économique et politique nationale impliquant le gouvernement, les partis politiques et les directions syndicales.

Comment lutter contre la décision d'un patron de licencier en masse ? Comment empêcher une fermeture d'entreprise ? Est-ce possible ? Le gouvernement peut-il faire quelque chose ?

Et si ce n'est pas possible, quelles garanties et compensations exiger ? Chaque travailleur cherche une réponse à ces questions.

L'histoire sociale de ces cinquante dernières années montre que les gouvernements successifs de droite comme de gauche n'ont fait que gérer les intérêts du capitalisme en crise et organiser la paupérisation du prolétariat. De leur côté, malgré des mobilisations massives des travailleurs contre les mesures gouvernementales réactionnaires, les directions des syndicats et des partis politiques censés représenter la classe ouvrière n'ont pas renversé la logique destructrice du capital et ont mené à l'échec le mouvement ouvrier.

Les interrogations des travailleurs en lutte sont ainsi totalement justifiées.

Instruits par leur expérience, de plus en plus d'ouvriers sont convaincus que tant que c'est le capital qui possède et dirigera les usines, aucune solution satisfaisante n'est possible pour eux.

C'est dans ce contexte que surgissent plus ou moins spontanément (ou habilement impulsés par les réformistes) les mots d'ordre de coopératives et de nationalisations des entreprises qui ferment.

Dans le contexte du rapport de forces général entre la

bourgeoisie et le prolétariat et sans autre perspective immédiate que de sauver localement leur emploi, le ROCML comprend que des travailleurs envisagent la coopérative ou la nationalisation comme un moyen possible de maintenir momentanément et partiellement en activité l'entreprise où ils travaillent et nous soutenons leur combat pour le maintien de l'emploi et pour arracher le maximum de leurs revendications.

Mais nous disons aussi que la crise économique mondiale de surproduction et les lois générales du capitalisme continueront à agir et s'imposeront aux scoops ou aux entreprises nationalisées comme elles agissent et s'imposent aux entreprises privées.

Pour résoudre durablement et définitivement les conséquences de la crise générale du capitalisme, il faut libérer toute l'économie des lois de ce système. Et pour cela il n'y a pas d'autre moyen que de le supprimer.

« Mais comment faire ? Et par quoi on va le remplacer ? » A ces deux questions les communistes répondent que le prolétariat doit conquérir le pouvoir pour diriger la société et mettre à son service et au service des masses travailleuses l'ensemble du système de production et de distribution des marchandises.

...../suite p5

Aujourd'hui, toutes les activités de production et d'échanges sont dictées par la recherche du profit le plus grand possible pour les capitalistes. On ouvre ou on ferme une entreprise, on embauche ou on licencie selon le profit que les capitalistes peuvent en tirer.

ducteurs, c'est plus à produire et plus à distribuer au peuple travailleur. Mieux, les progrès techniques permettraient de produire plus tout en permettant de diminuer le temps de travail. Et tout le monde continuerait de travailler.

Si la classe ouvrière pouvait faire fonctionner elle-même les moyens de production et d'échange, elle pourrait les utiliser selon un plan général défini par l'Etat ouvrier, non plus pour engraisser une minorité de profiteurs, mais pour fabriquer et pour distribuer rationnellement l'ensemble des biens dont le peuple a besoin.

Voilà l'alternative la seule alternative aux mécanismes destructeurs du capitalisme ! C'est la voie des communistes.

Mais chacun l'aura compris : pour instaurer ce nouvel ordre économique, il faut d'abord chasser la bourgeoisie du pouvoir et il faut que les prolétaires conquièrent ce pouvoir pour diriger la société !

Ce système porte un nom : C'est pour préparer cette le socialisme. Dans ce système, il n'y aura jamais trop de travailleurs productifs. Le progrès technique ne jettera plus d'ouvriers à la rue. Dans ce système, plus de progrès technique et plus de pro-

**HORS DU POUVOIR
LES ENNEMIS DU PEUPLE,
DROITE ET GAUCHE CONFONDUES !**

**C'EST LA CLASSE OUVRIÈRE
QUI DOIT DIRIGER LA SOCIÉTÉ !**

**LE CAPITALISME
A FAIT SON TEMPS,
VIVE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE !**

ROCML—Décembre 2012



- LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE
- LE SOI-DISANT TESTAMENT DE LÉNINE
- LES MENSONGES SUR L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE
- FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE
- LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS APRÈS LA PRISE DU POUVOIR PAR LES RÉVISIONNISTES KHROUCHTCHÉVIENS Par Bill BLAND
- CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS
- LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE « LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland 1994
- LES FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX EN URSS - BC. FRIEDL suivi du cahier de Lénine sur Clausewitz
- STALINE ET LA LUTTE POUR LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE—Grower Furr
- LÈNINE ET L'ORGANISATION
- MANUEL D'ÉCONOMIE POLITIQUE — Moscou 1955
- LE CAPITAL—Édition populaire —J. Borchardt 1919
- Et les CLASSIQUES DU MARXISME LÉNINISME (MARX, ENGELS, LÈNINE, STALINE)
- SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE (ROCML)
- LE PROCESSUS DU SOULÈVEMENT POPULAIRE EN TUNISIE (ROCML)

PASSER COMMANDE AUPRÈS DE NOS MILITANTS ou par COURRIEL
(Roc.ml@laposte.net)

REVOLTE OUVRIERE ET GANGRENE REFORMISTE

TEMOINAGE MILITANT A LA FÊTE DE L'HUMA

« Comme convenu par la cellule de Paris du ROCML, nous sommes deux à assister au forum SOLIDARITE AVEC LES ENTREPRISES EN LUTTE. A notre arrivée, une soixantaine de personnes attendent déjà, assises face à la tribune. Pareil derrière et sur les côtés. Bientôt, plus de cent cinquante personnes sont là. Au début, public assez âgé (45-55 ans). Puis des jeunes arrivent. Des groupes syndicaux sont sur le côté. Drapeaux CGT, banderoles, équipements de travail... Chaude ambiance, surtout sur le côté.

A la tribune, une trentaine d'ouvriers dans les luttes, et Chasseigne, député du PCF. Deux journalistes de l'Humanité appellent les différentes entreprises en lutte à la tribune pour exposer leur lutte et leurs revendications. Cinq minutes chacune. Une vingtaine de représentants se succèdent durant deux heures, avant la « manif-défilé » de toutes les entreprises en lutte dans la fête.

ARCELOR MITTAL « ouvre le feu »... Une dizaine d'ouvriers en tenue de travail (casques, tabliers) sur le côté de la tribune, très « bruyants : slogans, drapeaux CGT, banderoles... Impressionnant. « Il reste deux hauts fourneaux en activité mais pas assez rentables pour les patrons qui veulent les fermer. Le PS a promis le changement, mais pour le moment, à la CGT, on n'a rien vu ! »

PSA prend la suite : Il ne faut pas se résigner, la menace pèse sur tous les travailleurs, de l'ouvrier à l'ingénieur. Peugeot n'a jamais été aussi riche ! Les licenciements c'est un problème national concernant toutes les entreprises. Il

faut imposer aux patrons l'interdiction des licenciements comme d'autres avancées du travail qui ont été obtenues en 1936 et en 1968 !

CONTINENTAL-NUTRITION Védène, près d'Avignon continue les interventions : « 150 licenciements et 350 de manière indirecte. Les patrons invoquent la surcapacité de production. Nous sommes en lutte depuis 12 mois, nous sommes victimes du nettoyage financier. Seule l'activité industrielle apporte la richesse. Il faut garder nos usines !

SANOFI poursuit : « Il y a des menaces sur les centres de recherche alors qu'ils font 9 milliards de bénéfices pour les actionnaires. Si la recherche baisse, alors la production baissera. On veut pouvoir travailler pour nos enfants. Il y a des suppressions à Romainville, à Aulnay... Il faut combattre la logique financière. Il faut faire du bruit dans toute la société. »

THALES (ARMEMENT) : « L'Etat détient 26% du capital donc il a le pouvoir. Ils démantèlent, ils vendent à d'autres qui licencient... Il ne faut rien lâcher ! »

Puis c'est le tour de FRALIB : « Nous sommes en conflit depuis 720 jours ! Tout serait-il réglé ? Non, car nous voulons récupérer la marque. Hollande doit la racheter. Le patron américain menace la France et l'Etat français. Il ne veut pas lâcher le nom pour des questions idéologiques : il est expert à l'ONU sur le développement durable. On a tout récupéré, les machines, les bâtiments. Il nous manque la marque. Elle fait partie du patrimoine. On fait ap-

pel à Hollande pour cela... »

Après l'Entreprise de la Chimie qui décrit un montage financier pour éviter la liquidation, vient le tour du représentant de PETROPLUS : « On a cherché partout des repreneurs et le 2 octobre, si le tribunal décide la liquidation, on fout le feu à la région ! »

Se succèdent ensuite TECHNICOLOR, PILPA, VIRGILE, LE COMMERCE AVEC CARREFOUR, DOUX, L'ACIERIE DE LORRAINE, LES HOPITAUX DE PARIS, SODIMEDICAL, LES LICENCIÉES qui militent pour « une proposition de loi donnant aux CE la possibilité de suspendre les licenciements tant que le patronat ne les a pas justifiés. Contre les licenciements boursiers, il faut une mobilisation générale. » Des ouvriers en lutte venus d'ESPAGNE terminent les interventions.

Après la fin des interventions des entreprises en lutte, deux journalistes de l'HUMANITE tirent un bilan des interventions et dégagent quatre thèmes de lutte : la lutte pour l'emploi par la lutte pour sauver l'activité industrielle, l'élargissement des droits syndicaux, la répartition des richesses et la part des actionnaires, une nouvelle législation sur la situation économique et le travail.

Chasseigne, représentant du « groupe Front de Gauche et 5 députés d'Outre Mer » avance les propositions parlementaires du groupe : Projet de loi sur l'interdiction des licenciements boursiers, l'amnistie des syndicalistes poursuivis... appelle à la mobilisation et met en garde le PS de ne pas retourner sa veste.

Enfin, le secrétaire de la branche métallurgie CGT clôture le forum en appelant à la mobilisation européenne du 9 octobre.

« L'industrie est au cœur des débats, c'est un problème de détournement d'argent, les patrons consomment au lieu d'investir, il faut laisser les salariés faire des propositions, geler les restructurations tant que les expertises (des syndicats) n'ont pas été données » !

Là, ça commence à devenir très réformiste. Des gens commencent à partir.

On décide de diffuser la brochure -supplément au numéro 7 de la Voix des Communistes sur la lutte d'Aulnay parmi les participants au forum (encore 300 personnes) et dans la tête de la manif qui commence dehors. Avec le mot d'ordre « solidarité avec PSA, on tend le 8 pages. En général, les gens tendent la main pour prendre. Plus de 200 brochures sont distribuées dans la salle. Il nous en reste à peine 50 pour distribuer dans la manif. Ceux-là, on les donne plutôt aux PSA.

Dans la manif, les mots d'ordres sont plus sur l'emploi et la convergence des luttes que sur la restructuration de l'industrie. Les délégations d'entreprises se suivent : Fralib, Doux (avec banderole : défense de l'industrie-défense de l'emploi), Thalès, Sodimédical avec deux banderoles, Arcelor-Mittal, Sanofi, Unilever, Pilpa, Hôpitaux, Intérim, Adecco, PSA, Technicolor... Des militants du PCF et du Front de Gauche... On discute avec un manifestant (55-60 ans) de la dégénérescence du PCF ; ça se passe bien... Un 8 pages et une VdC n°7 en cadeau...

Une action menée rondement, riche d'émotions au contact de la

révolte ouvrière, et d'enseignements sur les dévoiements de cette révolte vers des leurres réformistes.

Le Forum a montré le grand esprit de lutte des travailleurs : localement dans leur entreprise, dans la volonté et la force de leur résistance, mais aussi au-delà, dans l'expression de la solidarité entre toutes les entreprises en lutte et dans la volonté de les faire converger.

Mais il a aussi montré les limites réformistes des perspectives immédiates. Ainsi, certains se fixent comme but de trouver un repreneur, et espèrent des décisions favorables des tribunaux. D'autres, devant la perspective inacceptable pour eux de voir disparaître leur emploi imaginent les moyens de faire fonctionner eux-mêmes leur entreprise, indiquant par là que l'idée qu'on peut se passer des patrons est possible. Mais ils négligent le fait que les « solutions » avancées, comme la SCOP ou la nationalisation, resteront prisonnières des conditions liées à la crise et aux lois du système capitaliste dominant (voir article page 8).

Une autre illusion réformiste, comme la relance de l'emploi par la réindustrialisation de la France, est aussi présente et elle est bien entendu affirmée par le député du PCF, le Secrétaire Général de la Métallurgie et les deux journalistes.

Victimes d'un chauvinisme national habilement entretenu, les travailleurs ne se rendent pas compte spontanément que dans le contexte de la crise mondiale du système capitaliste, la réindustrialisation de la France ne peut se faire qu'en augmentant la compétitivité des entreprises françaises sur le marché interna-

tional et que cela ne peut se faire qu'en exploitant davantage leur force de travail, c'est-à-dire sur leur dos.

Il est clair, au travers de ce forum qu'un immense potentiel de lutte révolutionnaire anticapitaliste existe au sein du prolétariat. Mais ce potentiel est dilapidé par la besogne réformiste des dirigeants du PCF et de la CGT, et aussi par l'absence d'une perspective révolutionnaire générale portée par un véritable Parti Communiste et d'un Front de Lutte Classe contre Classe mobilisé par un syndicat révolutionnaire anticapitaliste.

Tant que le prolétariat n'aura pas reconstruit son indépendance politique de classe autour de ses intérêts immédiats et stratégiques, tant qu'il n'aura pas reconstruit et organisé son parti communiste, ses luttes seront dévoyées et conduites à l'échec par les partis réformistes, même ceux qui, par leurs discours, prétendent défendre les intérêts des travailleurs.

Classe contre classe pour mettre en échec les plans de la bourgeoisie !

Classe contre classe pour renverser son pouvoir par la révolution et imposer le pouvoir des prolétaires !

Classe contre classe pour viser une nouvelle société au service des travailleurs, le socialisme !

Voilà la voie des communistes. C'est celle du ROCML.

JL et N

A PROPOS DES SCOP

Si les mots d'ordre de « nationalisation » et de « défense des services publics »¹ sont des mots d'ordre récurrents de la gauche française dite communiste, il en est un nouveau qui vient de faire son apparition (ou sa réapparition) dans le paysage politique. C'est celui de SCOP (société coopérative et participative), présenté comme un des remèdes miracles face à la crise actuelle du capitalisme.

La critique de ces mots d'ordre vise à mettre en lumière les illusions réformistes qui leur sont liées à savoir qu'elles pourraient être une solution immédiate aux problèmes rencontrés par les prolétaires, ou qu'elles pourraient constituer un tremplin pour avancer vers la révolution.

Le contexte général : le PS au pouvoir, une solution à la crise du capitalisme ?

Plans sociaux, licenciements, chômage, baisse du pouvoir d'achat : tels sont les problèmes auxquels la « gauche » est confrontée sur la scène politique et sociale. Il n'est pas question pour le gouvernement Hollande de chercher des remèdes à la crise économique qui ébranle le monde capitaliste auquel la France appartient. Bien au contraire. Ce qui est exigé des prolétaires c'est toujours plus de sacrifices tandis que le gouvernement, face à la détérioration de la situation économique, va courir au secours du patronat en lui apportant des cadeaux financiers et fiscaux (c'est tout le débat sur la « compétitivité » et le « coût du

travail » qui agite les milieux politiques)².

Certes la crise n'est pas permanente mais les conditions de son apparition et de son développement le sont. Les crises résultent toujours, en dernière analyse, de la contradiction entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production.

De ce point de vue, l'existence ou la non-existence de la crise ne résulte pas plus de la volonté individuelle que de quelque groupe que ce soit. L'affirmation selon laquelle le patronat, la droite organiserait la casse, le chômage alors que la gauche serait là pour défendre l'emploi est assez ridicule et démagogique.

La bourgeoisie, si elle a besoin de cette armée de réserve du capital qu'est le chômage pour faire pression sur les ouvriers qu'elle exploite, ne rêve aussi que d'exploitation. Il est quand même un peu gros d'accuser la bourgeoisie de vouloir transformer tous les prolétaires en chômeurs, alors qu'elle tire ses profits de la plus-value prélevée sur les travailleurs.

Pour la « gauche », qu'il s'agisse du Parti socialiste ou du PCF, il n'est pas du tout question de remettre en cause le système capitaliste. Si la social-démocratie jouit des attributs du pouvoir, ce n'est pas pour détruire le système mais pour le replâtrer, et à n'importe quel prix ; pourvu qu'il puisse encore tenir debout ! Et pour remplir cette mission, les révisionnistes du PCF et les ménéchonistes jouent le rôle d'hommes de main irremplaçables, en

témoigne le vote unanime des députés Front de gauche en faveur du projet de loi socialiste sur les emplois d'avenir.

Une solution réformiste : les SCOP

Depuis le cas très médiatique de SEA France, on assiste à une avalanche d'articles, émanant pour la plupart de l'Humanité³, qui vantent les mérites supposés de cette forme d'organisation d'entreprise. Dès lors, en forme d'incantation répétée afin d'écarter les affres de la crise, le parti révisionniste s'est lancé dans une campagne promotionnelle des scops qui seraient un recours aux fermetures.

Loin de ces images d'Épinal, il convient de mettre en lumière la longue histoire des SCOP afin de montrer en quoi elles sont une impasse pour sortir de la crise actuelle.

Les premières SCOP apparaissent au début du XIX^e siècle (1830). Leur création n'est donc pas nouvelle. Elles sont alors un des moyens associatifs, collectifs, que se donnent les ouvriers (typographes, horlogers, menuisiers, charpentiers, bijoutiers, etc...), pour résister au développement du capitalisme. Ce qui marque l'idéologie de ces "ouvriers de métiers" tout comme leurs théoriciens, c'est la lutte pour la survie de la petite production. "L'association dans le travail" remplace l'abolition du salariat comme chemin à prendre pour se libérer de l'exploitation.

...../suite p9

¹ voir à ce propos l'article sur les services publics dans la VDC numéro 3 de juillet 2010

² Le rapport Louis Gallois (ex patron d'EADS et de la SNCF) préconise un choc fiscal d'au moins 30 milliards d'euros pour améliorer la compétitivité des entreprises. Cela se traduira par le transfert d'une partie des cotisations patronales sur l'impôt. En conséquence ce sera aux travailleurs de payer les cadeaux fiscaux attribués au patronat !

³ Voir les articles suivant : « SCOP, Être heureux d'aller travailler ça change tout » du 30 Août 2012, « SCOP, un associé à une voix, qu'il est mis 8000 ou 30 euros » du 29 Août 2012, et « SCOP : démocratie participative et transparence » du 31 Août 2012 sur le site du journal.

De même que son histoire est ancienne, sa promotion par les réformistes est vieille comme Hérode. Elle est souvent brandie comme hochet et en guise de remède miracle lors des situations de crise (en 1929 ou en 1973), surtout lorsque la « gauche » est au pouvoir.

Mai 1981 a vu s'établir une reconnaissance "officielle" du mouvement coopératif avec la création du secteur dit d' "économie sociale", regroupant les mutuelles, les entreprises d'intérêt collectif et les SCOP, le tout sous la responsabilité d'un Secrétaire d'Etat, chargé de les promouvoir. Le mouvement coopératif a connu ces cinq dernières années des chiffres records depuis sa création : 1300 SCOP adhérentes à la Confédération Générale des SCOP (40000 travailleurs, 9 500 emplois créés en cinq ans).

Création d'emplois, mais aussi suppressions. Car il ne suffit pas de vouloir "travailler autrement" sous le capitalisme pour se mettre à l'abri de ses côtés néfastes. Le capital est un rapport social de production. Cela signifie produire une marchandise, avec un coût le plus bas possible, car il y a concurrence. Et il faut gagner les marchés, obtenir des prêts des banques, etc...

Tout ceci conditionne, dicte les rapports qu'entretiennent les hommes dans une SCOP, ou dans une usine quelconque : des ouvriers licencient d'autres ouvriers. Depuis 1981, une centaine de SCOP disparaît chaque année. 40% ont cessé d'exister au bout de 4 à 5 ans. Seules les SCOP les plus importantes résistent mieux à la crise. Pourquoi ? Parce qu'elles se sont mises à la page. Elles ont été contraintes d'investir, de dégraisser les effectifs, pour être concurrentielles. Comme la SCOP Association des Ouvriers en Instrument de Précision, dont le nombre de salariés est passé de 4 665 à 1 215 entre 1978 et 1981.

Cependant ce tableau noir ne doit pas faire perdre de vue l'essentiel. Il ne s'agit pas de diaboliser les travailleurs qui, confrontés à la menace du chômage, sont tentés par le modèle coopératif. C'est une forme de propriété en système capitaliste qui peut présenter parfois quelques avantages pour les salariés. Des expériences historiques ont illustré comment des salariés pouvaient gérer mieux que des patrons les entreprises et établir d'autres formes de relations au travail. Mais la pression capitaliste ne leur laisse pratiquement plus de place et la logique d'auto-exploitation prévaut sur l'utopie et l'illusion des « îlots de socialisme » dans le capitalisme.

Dans la médiatisation du cas Sea-France et les prises de positions politiques pour les coopératives, on voit revenir à la charge les syndicalistes réformistes, les sociaux-démocrates ou encore les partisans de l'autogestion.

Il faut dire qu'en France l'anarcho-syndicalisme est très présent et il est prôné par les anarchistes naturellement mais aussi par les réformistes de la CGT qui présentent la SCOP comme une finalité du mouvement ouvrier.

Mais cette prégnance de l'anarcho-syndicalisme peut aussi aboutir à des confusions idéologiques chez des organisations qui se revendiquent pourtant du Marxisme-Léninisme tel VP qui dans son journal Partisan ne critique même pas les revendications de SCOP prônées par la CGT Fralib :

« les Fralib ont plus que jamais le projet de faire redémarrer la production, en SCOP si possible, pour sauvegarder leur emploi, produire localement et prouver la rentabilité de l'entreprise »⁴.

La création d'une SCOP est parfois une réponse spontanée des salariés à la fermeture de l'entreprise et une solution immédiate pour retrouver un emploi. Mais c'est de la part des réformistes

une tentative délibérée de présenter les SCOP comme un recours viable, une alternative au capitalisme « financier », voire une manière indolore de le grignoter si une volonté politique venait à les épauler.

Tous les leurres sont bons pour esquiver la nécessité de la perspective de rupture révolutionnaire, de remise en cause globale de la propriété privée des moyens de production. La revendication de création de SCOP fait partie de ces illusions que les réformistes sèment dans l'esprit des travailleurs pour les empêcher de remettre en cause le pouvoir capitaliste.



Le magazine dédié aux petites entreprises de BTP consacrait sa Une aux SCOP dans un numéro de 2008. Assurément, si comme le croient les partisans de l'autogestion, la SCOP représentait un danger pour le capitalisme et la propriété privée, ce magazine la présenterait sous un autre angle!

⁴ Partisan, Octobre 2012 (souligné par nous).

REINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE SOLUTION OU ILLUSION POUR SORTIR DE LA CRISE ?

Parmi les conceptions qui entravent et dévoient la lutte de classe des travailleurs contre le capital, la réindustrialisation de la France comme solution à la crise a été défendue au cours des dernières campagnes électorales par de nombreuses formations politiques de la gauche, de la « gauche de la gauche », par le PCF, le Front de Gauche et par certaines organisations prétendant à la reconstruction d'un véritable Parti communiste. Les dirigeants de la CGT ont même lancé en janvier 2012 une campagne « pour l'emploi industriel et la réindustrialisation » qui se poursuit encore. Elle est systématiquement mise en avant par la CGT dans tous les conflits où les travailleurs doivent faire face à des restructurations et fermetures d'entreprises.

La condition pour relancer l'emploi industriel serait selon elle de « libérer les entreprises du carcan financier », « de la prédominance de la logique financière dans la gestion des entreprises »¹. Cette conception présuppose qu'il y aurait un bon capital, le capital industriel et un mauvais, le capital financier et qu'il suffirait d'encadrer ou de limiter la sphère d'activité de ce dernier avec « pour objectif de répondre aux besoins économiques et sociaux »².

Nous engageons nos lecteurs à faire l'effort d'étudier l'ouvrage de Lénine paru au siècle der-

nier, « L'impérialisme stade suprême du capitalisme », qui démontre que la domination du capital financier et sa fusion avec le capital industriel est le résultat inévitable du développement « naturel » du capitalisme.

Le capitalisme tend inévitablement vers l'impérialisme et l'impérialisme c'est entre autre la domination des grands monopoles sur l'économie et la fusion du capital financier avec le capital industriel. « Le monopole est né de la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement. Ce sont les groupements monopolistes et capitalistes, les cartels, les syndicats patronaux, les trusts »³. Le monopole, explique Lénine, est issu des banques qui détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. C'est la « fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création sur cette base de ce 'capital financier', d'une oligarchie financière ».

Bref la fameuse « logique financière » qui prédominerait dans la gestion des entreprises est partie constitutive de la formation et de l'existence et de l'activité des monopoles.

Déjà Engels dans le cadre du capitalisme pré monopoliste a décrit cette évolution en Amérique⁴ et conclu :

« Ceux qui font commerce de l'argent sont propriétaires des chemins de fer, des mines, des usines sidérurgiques, etc.. Ces moyens de



production acquièrent un double visage : leur exploitation doit se conformer tantôt aux intérêts de la production directe, mais tantôt aux besoins des actionnaires dans la mesure où ce sont des banquiers ».

Faire marche arrière, retourner au capitalisme d'avant les monopoles c'est une utopie réformiste. La seule alternative pour les travailleurs c'est d'aller de l'avant, de dépasser ce stade ultime du capitalisme qu'est l'impérialisme parce qu'il a préparé les conditions matérielles pour son abolition et qu'aucune autre étape ne sépare de la société socialiste.

L'argumentaire en faveur de la réindustrialisation explique qu'« il faut développer l'industrie parce que celle-ci est source d'efficacité, de gains de productivité au sens noble du terme, c'est - à - dire plus de richesse en utilisant moins de capital et moins de travail ; parce que son recul (en terme d'emploi et de production) affaiblit le potentiel de croissance économique »⁵.

...../suite p11

¹ Nasser Mansouri, économiste, directeur du centre d'études économiques et sociale de la CGT – propos reportés dans Communistes N° 423 – nous nous baserons sur cette interview pour notre analyse car elle est un condensé représentatif des conceptions réformistes sur le sujet de la réindustrialisation.

² ibidem.

³ Lénine « L'impérialisme stade suprême du capitalisme » p 149 – édition de Pékin.

⁴ Engels à Schmidt – 27 octobre 1890 – voir la lettre complète sur notre site.

⁵ Nasser Mansouri – dans Communistes N° 423.

Que peut avoir de noble la « productivité » qui permet la création de « plus de de richesse » en utilisant moins de travail (sic) et donc conduit au chômage la masse des travailleurs excédentaires ! C'est justement ce que font les capitalistes aujourd'hui ! Les travailleurs confrontés à des réductions d'effectifs et aux licenciements dans leur entreprise apprécieront cette déclaration d'un haut responsable de la CGT. Toutes ces positions ne remettent pas en cause le système capitaliste et conduisent inévitablement à le maintenir en vie.

Il est des positions apparemment plus anti-capitalistes d'organisations qui se réclament du communisme sur cette question. Quelques exemples parmi d'autres. Le candidat de l'organisation « communistes »⁶ aux élections présidentielles dénonce les contradictions du système capitaliste et ses effets dévastateurs sur les travailleurs et propose pour s'y opposer de développer une grande industrie en France en prenant dans « le budget de la nation pour le développement économique et social et non pour les intérêts du capital ». Et même si sa profession de foi continue par l'affirmation qu'il veut abattre le capitalisme et construire une société socialiste, il ne dit pas comment réaliser cette réindustrialisation et s'il est possible de le faire avant d'abattre le capitalisme ou après.

D'autres sont plus explicites, comme le PRCF⁷ qui dans son programme propose sous le capitalisme de « nationaliser démocratiquement le secteur financier

et le CAC-40 pour réindustrialiser notre pays, produire, chercher, créer en France ».

Une autre⁸ préconise « les nationalisations » d'entreprises comme riposte aux fermetures d'usine, l'automobile par exemple. Mais même si elle avertit que cela ne changerait rien à leur statut d'entreprises capitalistes, elles auraient l'avantage de faire prendre conscience aux travailleurs par leur propre expérience de leur condition d'esclaves salariés du capital. Nous savons par expérience justement que cela n'a pas été le cas pour les nationalisations passées et même plutôt le contraire.

Concrètement que peut signifier aujourd'hui la réindustrialisation de la France, ou produire français ?

Aujourd'hui, les monopoles français du CAC 40 (EDF, Renault, Peugeot, Carrefour, Airbus, Total ... pour ne citer que les plus connus) qui dominent l'économie française sont implantés dans le monde entier. Ils ne peuvent exister et résister à la concurrence qu'en conquérant de nouveaux marchés au niveau mondial. Le seul marché national est insuffisant. Et ils ne peuvent le faire qu'en faisant travailler directement ou indirectement des centaines de milliers de travailleurs de par le monde.

Aucune marchandise ni aucun produit n'est réalisé entièrement à partir du seul territoire national. Qu'est-ce qui différencie, au niveau de la production, les entreprises françaises qui produi-

sent à l'étranger des entreprises étrangères qui produisent en France?⁹

Ainsi Toyota produit la Yaris à Onnaing (Nord), la Smart est fabriquée à Hambach (Moselle) alors qu'une Peugeot 208 vendue en France est produite en Slovaquie et la Renault Twingo en Slovaquie. Que peut aussi signifier la réindustrialisation de la France quand aujourd'hui la majorité des entreprises qui suppriment des emplois sont des entreprises d'origine étrangères (Arcelor Mittal, Molex, Goodyear, Fralib, Ford ...). L'italien Ferrero fabrique ses pots de nutella à Villers-Escalles, l'américain Tupperware ses boîtes en plastique à Loué-lès-Tours... Il en est de même pour les autres pays : par exemple en Allemagne la « production » d'une « Porsche Cayenne consiste à 85% à fabriquer des pièces à Bratislava avant de les assembler à Leipzig et d'y coller l'écusson Porsche »¹⁰. Airbus a implanté une chaîne de montage d'Airbus A320 en Chine et... exploite des travailleurs chinois. Dans ce cas ce n'est pas la main d'œuvre bon marché qui a motivé l'implantation mais la conquête d'une part plus importante du marché Chinois, d'ailleurs avec succès (sa part de marché est passé de 6% à 49%).

Dans tous les cas la seule et unique motivation est de faire des profits, le maximum de profits, pas de satisfaire les besoins des travailleurs et cela sera toujours ainsi sous le capitalisme.

...../suite p12

⁶ Voir sur leur site : <http://www.sitecommunistes.org/ch233ricindust.htm>.

⁷ Voir sur le site du PRCF – le programme candidat - <http://www.initiative-communiste.fr/wordpress/>.

⁸ Voir sur le site de l'URCF - son programme et entre autre : <http://www.urcf.net/spip.php?article521>.

⁹ Un salarié sur quatre de l'industrie en France travaille dans une entreprise étrangère – source étude « pour une France plus confiante » - avril 2012 – cabinet Roland Berger.

¹⁰ Sylvain Broyer de Natixis à l'AFP.

Aujourd'hui, prétendre que l'on peut s'en sortir ou améliorer la situation des travailleurs en préconisant des solutions qui conduisent à se replier sur des positions « nationales » sous le capitalisme, c'est purement utopique et c'est encore une fois ne pas comprendre la nature impérialiste irréversible qu'a atteint le capitalisme.

En portant cette revendication de réindustrialisation dans les luttes des travailleurs, les responsables politiques et syndicaux, qui prétendent les diriger, dévoient en fait ces luttes, les affaiblissent et les conduisent à l'échec.

Cette revendication s'oppose à la mobilisation de la classe des prolétaires pour une riposte collective face aux attaques du capital, que cela soit au niveau national ou européen. En réalité ces dirigeants politiques et syndicaux influents dans la classe ne veulent pas déclencher une lutte d'envergure nationale qui affaiblirait d'autres secteurs économiques plus florissants.

On peut aussi mesurer toute l'inconséquence de cette revendication dans les journées d'actions européennes pour l'emploi où participe régulièrement la CGT, journées censées mobiliser aussi des travailleurs européens comme ceux de PSA en Slovaquie ou de Renault en Slovénie... Difficile de revendiquer devant ces travailleurs le rapatriement de la production en France !

C'est aussi une revendication consensuelle qui subordonne les intérêts des travailleurs à ceux des capitalistes dont le pouvoir économique et politique n'est pas remis en cause. D'ailleurs il n'est pas impossible, selon une

conjoncture économique et sociale en France devenue plus favorable à leurs intérêts, que les capitalistes puissent « rapatrier » certaines productions en France ou « nationaliser » certains secteurs¹¹.

La réindustrialisation de la France est une revendication pour laquelle les dirigeants de la CGT sont muets sur les moyens à mettre en œuvre pour la réaliser. Bien entendu on l'aura compris à demi-mot, en période électorale, il faut voter pour les candidats de gauche censés pouvoir réaliser cette revendication. Et en dehors ? Les travailleurs n'ont qu'à attendre les prochaines élections et entre temps s'inscrire au chômage ou s'en remettre à l'Etat « garant de l'intérêt général » et capable d'intervenir en faveur des travailleurs, alors que son rôle fondamental et essentiel est de maintenir la paix sociale nécessaire à la perpétuation des « affaires » du capital.

Aujourd'hui encore plus qu'hier, une lutte n'est efficace et ne peut être victorieuse que si elle porte sur des objectifs propres au prolétariat et que l'on organise toute la classe pour les atteindre. Cela est fondamental plus que la forme ou le degré de violence qu'elle peut prendre. Elle est vouée à l'échec si elle se fonde sur des revendications qui tentent de concilier les intérêts antagonistes du travail et du capital.

Les travailleurs unis sur des revendications communes qui leur sont propres et qui se mobilisent pour les obtenir sont une force immense qui est capable de faire reculer le capital. Rien n'est impossible. Aujourd'hui pour défendre nos emplois, nos salaires, nos

conditions de vie, demain pour abattre ce système historiquement dépassé.

Du point de vue idéologique se manifestent dans cette revendication des comportements conscients ou non de social-chauvinisme, de soutien aux intérêts de « la nation », en fait de soutien à notre propre bourgeoisie. Chauvinisme qui a contaminé depuis longtemps les dirigeants ouvriers et qui ont eux-mêmes empoisonné les travailleurs des métropoles impérialistes.

La faiblesse du mouvement ouvrier, ses échecs répétés devant les attaques du capital dont se lamentent certains et qui alimentent leur pessimisme et leur découragement plonge ses racines profondes dans ces conceptions réformistes et de collaboration de classe qui corsettent les consciences des travailleurs et que diffusent comme un poison les dirigeants des organisations politiques et syndicales.

Les syndicalistes, les militants politiques et communistes influencés par ces conceptions et qui pensent ainsi combattre sur des positions de lutte de classe doivent s'arracher au réformisme et au chauvinisme qui les emprisonne. Ils détournent leur énergie de la véritable lutte, la lutte pour le renversement du pouvoir du capital sur la société. En prenant ainsi conscience, ils viendront grossir les rangs des communistes marxistes-léninistes qui seuls mènent cette lutte avec conséquence et détermination.

¹¹ C'est d'ailleurs le cas pour certaines entreprises qui avaient délocalisé en Chine attirés par des « coûts » salariaux, comme ils disent, plus bas qu'en France. Le salaire moyen chinois ayant triplé de 1990 à 2005, le fabricant de mobilier de bureau Majencia et l'opticien Atol ont rapatrié leurs activités de production en France. Source – *Le Monde dossiers et documents* N°423- octobre 2012

LES ILLUSIONS ÉLECTORALES ET LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE

Les travailleurs qui ont participé au mouvement de grève contre la dernière réforme des retraites en 2010 se souviennent sûrement de la place importante qu'avaient prises les élections approchantes. 2012 qui approchait, voilà en quoi les directions des syndicats et mêmes de nombreux grévistes, plaçaient leurs espoirs. Les marxistes-léninistes, à ce moment, expliquaient déjà la fausseté de ces attentes, même si elles étaient sincères de la part de nombreux travailleurs.

Rejeter le parlementarisme et les illusions électorales.

Les communistes rejettent le parlementarisme comme mode d'expression de la volonté des prolétaires. Cela peut paraître étonnant tant le terme de parlementarisme est généralement associé à celui de démocratie. En réalité, si le terme de parlementarisme peut être associé à celui de démocratie c'est uniquement dans le cadre de la démocratie bourgeoise (comprenez la forme de domination de la bourgeoisie). Déjà, il faut se méfier de ceux qui parlent de démocratie en général. La société capitaliste est une société de classe. La démocratie c'est celle de la bourgeoisie. Cette démocratie là, c'est en réalité la forme de son pouvoir et non d'un intérêt général impossible dans une société de classe.

La Commune de Paris a été le théâtre de la mise en place de la première forme de démocratie prolétarienne. Et elle se passait du parlementarisme, ainsi que le décrivait Lénine:

*« Au parlementarisme vénal, pour-ri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus. Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs : mais nous pouvons et devons la concevoir sans parlementarisme, si la critique de la société bourgeoise n'est pas pour nous un vain mot, si notre volonté de renverser la domination de la bourgeoisie est une volonté sérieuse et sincère et non une phrase "électorale" destinée à capter les voix des ouvriers ».*¹

Le système démocratique bourgeois repose sur l'illusion, le mensonge de la « séparation » des pouvoirs comme garant de « l'intérêt général ». Chacune de ses institutions joue son rôle. Le Parlement peut bien, dans certaines circonstances, voter des lois en partie favorables aux travailleurs, mais jamais une de ces lois ne remettra en cause ni la propriété ni le pouvoir de la classe bourgeoise. Car de toute façon cela est interdit par la Constitution et serait rejeté par le Conseil constitutionnel. Il y a déjà là de quoi réfréner l'illusion dans la possibilité de changer la société par le moyen de l'action dans de telles institutions qui structurent l'Etat bourgeois.

Les communistes rejettent, eux, les illusions qui peuvent exister sur les possibilités offertes par l'Etat bourgeois et son système parlementaire pour agir dans l'intérêt du prolétariat.

*Les Parlements bourgeois, constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois, en général. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des Républiques ou celles des monarchies constitutionnelles.*²

C'est partant de ce constat que les communistes rejettent toute illusion dans les élections où sont élus les députés et les sénateurs.

Dès lors que l'on connaît la nature de classe de ces institutions nous ne pouvons pas surestimer les possibilités qu'elles permettent.

Pour autant il n'est pas dans notre propos de nier toute possibilité d'action des communistes au sein des institutions parlementaires: les communistes peuvent s'en servir de tribune, de prolongement de la lutte extra-parlementaire qui garde toujours la priorité. Mais aujourd'hui, le mouvement communiste est trop faible pour mettre en oeuvre une telle tactique, et sans être organisé dans un parti solide, armé du marxisme-léninisme et lié étroitement à la classe ouvrière, la participation aux institutions bourgeoises n'apporterait rien aux éléments avancés du prolétariat si ce n'est de la confusion.

...../suite p14

¹ Lénine, *L'Etat et la Révolution*.

² Deuxième congrès de l'internationale communiste (résolution sur le Parti Communiste et le parlementarisme).

Malheureusement, même si les travailleurs peuvent être méfiants, beaucoup d'entre eux se font encore des illusions sur ce qui pourrait être possible dans l'Etat bourgeois et ses institutions.

Ce fut le cas de ceux qui ont accordé leur confiance à Mélenchon lors des dernières élections.

Soutenir le Front de Gauche c'est renforcer ces illusions.

Les élections présidentielle et législatives de cette année ont donné l'occasion aux partis de la bourgeoisie, qu'ils s'attribuent ou non la représentativité des travailleurs, de tromper ces derniers sur les possibilités permises par les élections. Cette politique est celle des organisations réformistes et de celles qui ne remettent même plus en cause le capitalisme, même en paroles, comme le PS, ou qui en rejettent seulement certains effets, comme le PCF.

Plus grave, la période électorale récente a été l'occasion de révéler les failles opportunistes d'organisations se réclamant pourtant du marxisme-léninisme et qui aux côtés d'organisations réformistes pur jus ont participé au Front de Gauche sous la bannière de Jean-Luc Mélenchon.

Les communistes ne rejettent pas a priori toute participations aux élections, ni tout soutien à un candidat (y compris non-communiste). Mais définir une politique électorale suppose une condition incontournable: que cette tactique servent les intérêts stratégiques du prolétariat.

Le soutien à Jean-Luc Mélenchon ou à quelque autre candidat a-t-il pu servir cet objectif? Dans une déclaration avant les élections présidentielles³, le ROC ML précisait que pour qu'une telle tactique fût juste il aurait fallu que ce soutien de la part d'organisations communistes soit de nature à :

1 Développer les luttes de classes et élever le niveau politique

de ces luttes en y diffusant la politique des communistes au niveau des mots d'ordre et des formes de lutte anticapitalistes, en les reliant à la stratégie de la conquête du pouvoir et à la perspective du socialisme – et de cela il n'a pas été question.

2 Faire reculer le réformisme sous sa forme actuelle, l'anti-libéralisme comme seule alternative au néo ou à l'ultra libéralisme qui est la politique actuelle des monopoles. L'anti-libéralisme voilà pourtant ce qui a été développé par le Front de Gauche, ni moins ni plus.

3 Consolider et faire progresser la conscience politique de la fraction des travailleurs qui, par leur propre expérience, ont compris la trahison des directions politiques et syndicales réformistes. Le candidat du Front de gauche n'aura pourtant jamais remis en cause le réformisme dont lui et sa structure sont porteurs.

4 Avancer dans l'unification des communistes marxistes-léninistes dans une seule organisation capable d'attirer et d'organiser les éléments les plus avancés de la classe prolétarienne.

Force est de constater que sur aucun de ces quatre points le soutien au front de Gauche n'aura joué positivement. Et pour cause: le Front de gauche est justement une structure réformiste, dont la ligne politique se limite au niveau de l'anti-libéralisme. Cette ligne, certes, peut jouer un rôle dans la mobilisation de travailleurs, mais toujours pour des objectifs réformistes, ne remettant pas en cause le capitalisme et sans perspective vers ce but, limitant de fait la portée de ces mobilisations. Et si les mobilisations, les luttes des travailleurs dépassent les capacités d'encadrement des structures réformistes ou commencent à en contester, même superficiellement, les limites politiques, ces structures oeuvreront à envoyer ces mobilisations dans des voies de garage ou à les suspendre en échange de quelques miettes ou

même contre rien du tout (ex: réforme des retraite 2010 où l'on a vu que pour les directions réformistes syndicales et politiques les mobilisations de travailleurs servaient à préparer le terrain à la victoire de la gauche aux élections).

Quant à l'unité des communistes, il est évident qu'elle ne peut se faire qu'en clarifiant les positions communistes, en les défendant dans les masses, et non en acceptant des compromis idéologiques par spéculation électorale.

Dans cette affaire, les organisations communistes qui ont soutenu le Front de Gauche n'ont pas pu contrer les illusions réformistes portées par Mélenchon. Elles s'y sont ralliées. Les critiquer aurait été critiquer le Front de gauche dans son essence. Elles ont donc accepté les illusions les plus graves.

- L'illusion que l'on pourrait améliorer durablement la situation des travailleurs en réformant la fiscalité et la taxation du capital, ou bien en réorientant l'activité des banques. alors que le mode de production capitaliste, basé sur la propriété privée des moyens de production, et englué dans ses contradictions et crises propres à sa nature, reste en place. on peut bien imaginer toutes les réformes que l'on veut, dans la situation de la crise mondial, la situation des travailleurs ne peut pas s'améliorer durablement dans le cadre du système capitaliste : il n'y a pas un capitalisme plus humain possible.

- L'illusion qu'un gouvernement français pourrait oeuvrer positivement en Europe notamment par sa force de conviction. Alors que la France, pays impérialiste, en rivalité avec d'autres pays impérialistes, en Europe et dans le monde, ne peut changer sa mission internationale qui est de protéger le capital de ses propres capitalistes nationaux. Voilà ce qui se cachait derrière les discours démagogiques de Mélenchon sur le « rôle de la France » et contre quoi les illusionnistes prétendus communistes ne se sont pas élevés.

...../suite p15

³ Le ROC ML s'adresse aux communistes et aux militants anticapitalistes. ROC ML, février 2012.

- L'illusion qui voit dans l'Etat le sauveur des travailleurs, en réclamant toujours comme solution valable des nationalisations, ou en votant la création de contrats de travail précaires subventionnées par l'Etat (à noter que le groupe FDG a voté au Parlement la création des contrat dits d'avenir, sorte de nouveaux « emplois jeunes »).

L'incompréhension de ce qu'est profondément l'Etat dans une société bourgeoise est la source du crétinisme parlementaire et des illusions électorales qui s'expriment dans ces positions.

Le rejet de l'Etat comme outil de

la bourgeoisie pour continuer sa domination de classe et non comme un outil pouvant être utilisé pour améliorer le sort des travailleurs voilà la position des marxistes-léninistes.

Abandonner cette position pour pousser un candidat réformiste dans une tactique électoraliste, voilà une reculade inacceptable pour des communistes, reculade qui revient à abandonner de fait toute perspective communiste.

Le soutien au Front de gauche, s'il était de nature à exprimer la volonté d'une autre voie que celle du libéralisme (jusqu'à un certain point puisque le FDG reste dans une attitude bienveillante avec le gouvernement actuel qui

mène une politique social-libérale), n'offre ainsi aucune possibilité de rupture avec le réformisme mais au contraire le renforce.

Mener une critique ouverte du réformisme, des illusions sur l'Etat et des illusions électoralistes qu'ils entraînent, constitue un chantier de lutte idéologique des communistes à mener afin de renforcer le mouvement ouvrier conscient.

Un des résultats concrets des espoirs placés sur le Front de Gauche...

La dynamique du front de gauche... un pétard mouillé



Photo de gauche : Meeting de soutien à JL Mélenchon
70 000 personnes, le 5 avril 2012, Toulouse



Photo de droite: Manifestation devant le congrès du PS à Toulouse : il n'y a plus que 1200 personnes (et pas seulement du Front de Gauche) pour s'opposer à la politique poursuivie par le gouvernement PS, le 28 octobre 2012.

Où est passée « la dynamique des luttes » par laquelle les soutiens « communistes » du Front de gauche justifiaient leur ralliement?

Dans les faits, la seule « dynamique » du candidat Mélenchon et de ses divers soutiens aura été de maintenir un grand nombre de travailleurs dans l'illusion que la gauche constitue un rempart face à la droite. Maintenant que la gauche est au pouvoir, les luttes n'en sont pas renforcées.

ON NE PEUT PAS ORGANISER LA CLASSE OUVRIÈRE, SANS ORGANISER SA FRACTION PLUS AVANCÉE DANS UN PARTI COMMUNISTE.

Dans le précédent journal, dans l'article "l'individu et l'organisation", nous avons écrit par rapport à l'individu que « s'il s'en remet à une lutte individuelle, consciemment ou inconsciemment, il reste dans les limites fixées par la bourgeoisie ».

Dans ce premier article, nous avons insisté sur l'importance et le rôle de l'organisation historique, et sur le rôle de l'individu. Dans celui-ci nous allons essayer d'approfondir notre propos : même organisé, l'individu n'est pas pour autant coupé de la société, de l'influence de l'idéologie bourgeoise dominante et débarrassé des comportements petit-bourgeois. Rappelons pour commencer la position de l'Internationale Communiste sur la question du Parti:

« Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se crée par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne diffère de la grande masse des travailleurs qu'en ce qu'il envisage la mis-

sion historique de l'ensemble de la classe ouvrière et s'efforce, à tous les tournants de la route, de défendre non les intérêts de quelques groupes ou de quelques professions, mais ceux de toute la classe ouvrière. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique, à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige, dans le bon chemin, les masses du prolétariat et du demi-prolétariat. »¹

Résumons brièvement : qu'est-ce que le Parti ?

- Le parti est une fraction de la classe ouvrière.
- Le parti est la fraction la plus avancée.
- Le parti est la fraction la plus consciente.
- Le parti est la fraction la plus révolutionnaire.

Est reprise dans ce texte l'analyse classique de Marx selon laquelle « Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière » et « Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. »²

Nous avons repris ces deux citations pour affirmer, au contraire de tous les révisionnistes et opportunistes, qu'il n'y a pas de différence de conception du Parti entre Marx et l'Internationale Communiste fondée par Lénine. Evidemment la société change et les luttes de classe peuvent prendre des formes nouvelles. Aussi on ne doit pas se référer aux principes énoncés par nos prédécesseurs communistes d'une manière dogmatique sans les valider par une analyse de la situation concrète.

**Il n'est pas possible
d'organiser la classe, sans
organiser sa fraction
la plus avancée.**

Qu'entendons-nous par fraction la plus avancée ? L'expérience du mouvement communiste et ouvrier nous apprend qu'il s'agit des militants de la classe ouvrière qui réfléchissent à leur condition et veulent la transformer, qui s'organisent pour lutter, revendiquer, manifester, et dont l'action vise à renforcer et faire croître la force de la classe ouvrière.

Le Parti « se crée par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. »

...../suite p17

¹ Brochure « L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, et les questions d'organisation des partis communistes 1920 – 1932 – page 5 »

² Manifeste du Parti Communiste

Quand il n'y a pas un parti ou une seule organisation communiste³ qui structure la lutte, à tous les niveaux - économique, politique et idéologique - ces militants restent dispersés, isolés les uns des autres. Ils ne sont pas protégés de l'influence des illusions de la petite bourgeoisie et grande bourgeoisie.

Aujourd'hui nous sommes une poignée de militants communistes de la classe ouvrière. Nous subissons l'héritage de plus d'un demi-siècle d'influence sans partage du révisionnisme, du réformisme et de plusieurs formes de pensées bourgeoises et petite-bourgeoises. Sans oublier l'influence anarcho-syndicaliste dans la classe ouvrière, qui en France a toujours été importante. Aussi les tâches qui s'imposent à nous aujourd'hui ne seront pas faciles à réaliser.

Souvent lorsqu'on discute de la question organisationnelle, on se limite aux seuls aspects pratiques.

Certes, sans pratique concrète, sans actes quotidiens, une organisation ne saurait exister. Cette organisation, est bien sûr le résultat de la lutte politique pratique du prolétariat, mais en retour, comme disait Lénine, la lutte de classe du prolétariat ne peut s'élever à un haut niveau politique sans parti politique. Voilà pourquoi le prolétariat sans son parti est inexistant sur la scène politique comme c'est malheureusement le cas d'aujourd'hui.

La question de l'organisation doit dépasser le simple niveau de l'organisation de la classe pour sa lutte dans le cadre réduit de l'affrontement quotidien du capital et du travail.

La question de l'organisation est à la fois stratégique et tactique.

Elle est stratégique, parce qu'il faut construire le Parti communiste en tant qu'état-major dirigeant la lutte de la classe pour arracher le pouvoir des mains des capitalistes et au-delà pour édifier le socialisme puis le communisme. L'effort à réaliser est d'ordre théorique, politique et pratique. Le Parti est l'avant-garde de la classe qui dirige toutes les organisations de masse de la classe : syndicats, organisation de jeunesse, organisation de femmes, associations de quartier, sportives, coopératives, etc... Et après la prise du pouvoir il faut rajouter les soviets. C'est le Parti qui dirige l'alliance avec d'autres couches ou classes sociales.

Elle est tactique, parce que la tactique permet d'intervenir dans la vie quotidienne de la société et dans le développement des luttes immédiates, de suivre les évolutions de la pensée, du mode de vie, les nouvelles formes que prend la lutte. Chaque événement doit nous intéresser.

En résumé, la tactique s'occupe de la forme et des méthodes de l'organisation dans l'action quotidienne. C'est dans ce domaine de la tactique que réside les plus grandes difficultés.

Nous sommes une organisation communiste qui a pour but de construire un parti communiste révolutionnaire. Nous sommes au tout début du chemin qui mène à ce parti. Si chaque camarade - et nous incluons les militants qui adhèrent à la théorie

marxiste-léniniste de la révolution et qui ne sont pas adhérents du ROCML - ne comprend pas le rôle historique qu'il doit assumer aujourd'hui, alors on n'atteindra pas notre but.

Ce rôle est d'abord théorique. Et cette tâche ne sera jamais effectuée par le travail d'un seul individu isolé des autres. Cela a été vérifié jusqu'à aujourd'hui : aucune organisation communiste n'est née du mouvement spontané de la classe. La bonne volonté et l'engagement individuel ne peuvent suffire. Certains intellectuels peuvent effectuer un travail non négligeable, intéressant pour le mouvement ouvrier, mais ce travail ne débouche sur aucune activité politique concrète de la classe. De nombreux livres existent. Mais si l'analyse théorique d'un phénomène social est souvent bien réalisée, aucune conclusion politique n'est tirée de cette analyse. Aucune direction n'est apportée à la pratique politique de la classe. Toutes ces études restent des études intellectuelles coupées des tâches concrètes de la pratique révolutionnaire. Un exemple: Stéphane Beaud et Michel Pialoux ont écrit sur « la condition ouvrière », sur la « violence urbaine ». Quel est le lien entre les deux ? La nouvelle situation nous impose quoi? Comment la classe ouvrière peut-elle s'organiser? Quel est le lien entre le lieu du travail et le quartier, quelle est sa nature? Avec La Zone d'Activité Industrielle, le chantier, les transports, le ravitaillement...etc. Comment organiser le prolétariat? Tous ces changements qui se produisent, à quels types nouveaux de formes de lutte et d'organisation doivent-ils conduire ?

...../suite p18

³ Dans la situation où ce Parti n'existe pas encore, une véritable organisation communiste, si elle se fixe cet objectif, doit présenter les caractéristiques de ce Parti pour ce qui est des principes organisationnels (centralisme démocratique) et de son rapport avec la classe.

On pourrait donner d'autres exemples mais celui-là suffit à illustrer notre propos. Tous ces travaux qui ne débouchent pas sur une pratique politique, même s'ils apportent quelques satisfactions aux individus qui les créent, montrent que leurs auteurs n'ont rien compris à la méthode dialectique du matérialisme historique.

Une autre attitude consistant à refuser toute organisation politique est adoptée par des camarades qui se réclament du marxisme léninisme. Ils nous disent : « nous ne sommes pas contre l'organisation. Mais les conditions ne sont pas réunies pour s'organiser politiquement ».

Ils oublient que la question de l'organisation est une question subjective. Tant qu'il y a lutte de classe, tant qu'il y a des milliers et des millions de travailleurs qui luttent quotidiennement, il n'y a pas plus favorable que cette lutte pour commencer à organiser politiquement la classe.

« Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx; il n'invente pas, il n' imagine pas de toutes pièces une société 'nouvelle'... Non, il étudie, comme un processus d'histoire, naturelle, la naissance de la nouvelle société à partir de l'ancienne, les formes de transition de celle-ci à celle-là. Il prend l'expérience concrète du mouvement prolétarien de masse et s'efforce d'en tirer des leçons pratiques. »⁴

Depuis la commune de Paris de nombreuses luttes ont été menées par le prolétariat. Pour les plus récentes citons les années 1989, 1995, 1997, 2003, 2005,

2007 et 2010, etc... Sans parler d'autres luttes, les sans-papiers, la solidarité avec la Palestine... Quelles avancées politiques ont émergées de tous ces mouvements en l'absence d'une organisation politique marxiste-léniniste ?

Une organisation c'est un « lieu » pour la réflexion. Elle permet un travail de réflexion collectif alors que des travaux individuels en dehors de l'organisation ne débouchent sur aucune action politique. La méthode de Marx est claire. Dès le début, en communiste conséquent, il a recherché à s'organiser. L'Internationale n'est pas tombée du ciel. Le travail organisationnel qu'il a mené n'a pas entamé son travail théorique. Au contraire, s'il n'y avait pas eu l'Internationale, le travail théorique de Marx n'aurait pas eu le rayonnement qu'il a eu.

Rappelons que la théorie marxiste-léniniste est cohérente. Elle n'est pas dans un domaine matérialiste, et dans une autre idéaliste. Mais une organisation marxiste-léniniste ne doit pas seulement être cohérente, elle doit assurer la continuité avec une ligne politique juste qui défende les intérêts propres du prolétariat.

Sans avoir une pratique régulière et continue, l'organisation n'existe pas. On ne peut à la fois, être membre de l'organisation et à la fois chercher une « liberté » individuelle qui s'affranchit de la politique de l'organisation. Du moment qu'un individu est organisé, sa liberté est « encadrée » par les buts et les perspectives de l'organisa-

tion. Le jour où il n'est plus en accord avec les principes et les buts fondamentaux de l'organisation, la discipline devient un enfer pour lui.

« Toute l'histoire jusqu'à nos jours fait apparaître que les rapports collectifs dans lesquels entrent les individus d'une classe et qui étaient toujours conditionnés par leur intérêt commun envers un tiers furent toujours une communauté qui englobait ces individus uniquement en tant qu'individus moyens, dans la mesure où ils vivaient dans les conditions d'existence de leur classe; c'était donc là, en somme, des rapports auxquels ils participaient non pas en tant qu'individus, mais en tant que membres d'une classe. »⁵

Si l'on comprend bien le concept d'« individu moyen », pourquoi ne s'appliquerait-il pas à nos « élites » ? Pourquoi les intellectuels seraient-ils au-dessus des préoccupations moyennes partagées au sein d'une classe de la société ? Evidemment, "D'après ce qui précède, il est clair que la véritable richesse intellectuelle de l'individu dépend entièrement de la richesse de ses rapports réels. C'est de cette seule manière que chaque individu en particulier sera délivré de ses diverses limites nationales et locales...." ⁶

Il apparaît ainsi que toute démarche intellectuelle individuelle reste spontanément dans le cadre de la pensée moyenne bourgeoise. Seule son intégration dans un projet révolutionnaire collectivement construit peut lui conférer un sens et une utilité révolutionnaires.

...../suite p19

⁴ Lénine, Sur la commune de Paris, page 345

⁵ K. Marx, livre 2, éditions sociales, page, 194

⁶ ibidem, page 193

Alors dans ces conditions comment un communiste, prolétaire ou intellectuel,⁷ doit s'organiser, et sous quelle forme? Quel type d'organisation? La réponse est donnée par la pratique du mouvement communiste international. L'organisation communiste, dès sa naissance doit s'organiser sur la base centralisme démocratique.

Comment peut-on comprendre ce qu'est le centralisme démocratique? Est-il vrai que le centralisme-démocratique empêcherait le développement des idées, limiterait l'expression des capacités individuelles et favoriserait la bureaucratie?

On peut se poser d'autres questions. Mais il est notoire que tous les courants qui se sont battus contre le communisme, qui ont combattu ou abandonné le centralisme démocratique, ont vu leur parti disparaître ou devenir un parti bourgeois. En tout cas ils ne sont pas devenus ou restés des partis du prolétariat.

« La centralisation démocratique dans l'organisation du Parti communiste doit être une véritable synthèse, une fusion de la centralisation et de la démocratie prolétarienne. Cette fusion ne peut être obtenue que par une activité permanente commune, par une lutte également commune et permanente de l'ensemble du Parti. La centralisation dans le Parti communiste ne doit pas être formelle et mécanique; ce doit être une centralisation de l'activité communiste, c'est-à-dire la formation d'une direction puissante, prê-

te à l'attaque et en même temps capable d'adaptation. Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du « pouvoir » entre les mains d'une bureaucratie en vue de dominer les autres membres du parti ou les masses du prolétariat révolutionnaire extérieures au parti. Mais seuls les ennemis du communisme peuvent prétendre que, par ses fonctions de direction de la lutte prolétarienne et par la centralisation de cette direction communiste, le Parti communiste veut dominer le prolétariat révolutionnaire. C'est là un mensonge et, de plus, à l'intérieur du Parti, la lutte pour la domination ou un antagonisme d'autorités est incompatible avec les principes adaptés par l'Internationale Communiste relativement à la centralisation démocratique. »⁸

Aujourd'hui, la faiblesse des organisations communistes est le résultat de l'échec du Mouvement Communiste International, qui a fait perdre à beaucoup militants la connaissance scientifique des conditions de l'édification organisationnelle des Partis communistes.

Le centralisme démocratique est une arme dans les mains du prolétariat. Dans le parti du prolétariat il n'y aura pas de « démocratie » pour l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. En tous cas, la lutte idéologique contre les attitudes et comportements bourgeois et petit-bourgeois doit être permanente. La démocratie, ne doit pas empê-

cher l'unité d'action du parti. Avant la décision, pendant les congrès, dans les ordres du jour tous les membres du parti ont les mêmes droits. Une fois que la décision a été prise, la discipline engage tout le monde. Même ceux qui ont défendu un point de vue minoritaire. Sans ce fonctionnement, le parti du prolétariat ne pourra jamais avoir un poids dans la lutte de classe.

Alors, aujourd'hui, bien qu'il n'existe pas de Parti, l'organisation des communistes est une question d'actualité, une nécessité pour que ce parti existe quand les masses ouvrières avanceront vers la révolution. Ce parti n'apparaîtra pas un jour comme une génération spontanée. Il ne sortira pas tout fait du mouvement spontané et des luttes syndicales. Il faut en préparer les conditions idéologiques, politiques et organisationnelles. C'est la mission des ouvriers et des intellectuels communistes d'y travailler collectivement, donc de manière organisée, selon la méthode collective du centralisme démocratique, pour créer ces conditions.

C'est la raison d'être du Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes-Léninistes.

⁷ Quand on parle de l'organisation du prolétariat, on parle d'une organisation qui défend la théorie et l'intérêt politique de la classe ouvrière. Comme disait Lénine, le prolétariat n'acquiert pas la connaissance scientifique du prolétariat par la seule lutte de classe; elle lui est apportée de l'extérieur de cette lutte, et c'est précisément le rôle des communistes organisés dans le Parti, quelle que soient leur origine de classe.

⁸ L'Internationale Communiste, et les questions d'organisation des partis communistes 1920 – 1932 – page 12

CONTRADICTIONS INTER-IMPERIALISTES, SYRIE ET LUTTE ANTI-IMPERIALISTE

Le monde actuel est le théâtre d'affrontements économiques, géostratégiques, diplomatiques et militaires entre les vieux pays impérialistes occidentaux qui traversent une crise économique structurelle et d'autres puissances qualifiées d'émergentes par certains communistes, mais que nous caractérisons nous comme de nouvelles puissances impérialistes.

Leurs Etats en effet ne sont pas ou ne sont plus de nature prolétarienne et leur rôle est aujourd'hui de conduire les intérêts de leurs monopoles nationaux. Nous parlons ici en particulier de la Russie et de la Chine.

Ces pays se livrent aujourd'hui une bataille internationale dure et multiforme pour accéder aux ressources naturelles, matérielles et humaines, et aux marchés mondiaux.

Tous les conflits récents diplomatiques et militaires ont pour toile de fond cette bataille pour un nouveau partage du monde.

Imposer (ou garder) dans les pays qu'ils convoitent (ou qu'ils ne veulent pas perdre) des pouvoirs politiques à leur solde, tel est leur but à tous, mais avec des tactiques et des méthodes différentes.

Disposant de capacités financières importantes, un pays comme la Chine a ainsi réussi sans faire de bruit, par des contrats avantageux pour eux,

à séduire des dirigeants et des bourgeoisies locales dans de nombreux pays africains par exemple.

Affaiblis économiquement, mais militairement supérieurs à leurs concurrents, les pays impérialistes occidentaux eux, ne peuvent plus que recourir directement ou par délégation à la violence armée pour éliminer les pouvoirs politiques hostiles, peu sûrs, ou sensibles aux offres des impérialismes nouveaux.

Tous les événements de ces dernières années en Côte d'Ivoire, en Libye, en Egypte et en Tunisie, aujourd'hui en Syrie illustrent la stratégie guerrière mise en œuvre par les pays impérialistes occidentaux pour conserver ou étendre leurs zones d'influence, au risque d'empiéter sur celles de leurs rivaux et de créer ainsi les conditions d'une guerre frontale avec eux. Ce qu'ils ont pu éviter jusqu'ici.

La guerre par procuration qu'ils font aujourd'hui à la Syrie pour abattre le pouvoir de Bachar El Assad parce qu'il fait obstacle à leurs ambitions est dans la continuité de la stratégie de défense et de conquête de leurs zones d'influence.

Pour leurs adversaires russes et chinois au contraire, il est impossible de laisser ce pays échapper à leur espace de domination géo-stratégique.

On comprend pourquoi, jus-

qu'à présent, les va-t-en guerre occidentaux n'ont pas recouru à l'intervention directe des forces de l'OTAN, mais ont activé les monarchies du golfe, la Turquie et les mercenaires djihadistes recrutés dans le monde entier pour tenter de déloger Bachar El Assad du pouvoir syrien.

Cette analyse des contradictions inter-impérialistes aujourd'hui et leur illustration en Syrie implique pour les communistes des positionnements politiques clairs dans la définition d'une juste pratique de l'internationalisme prolétarien et de la lutte anti-impérialiste qui en découle.

Le ROCML considère que dans la situation d'agression impérialiste armée contre la Syrie, la ligne fondamentale conforme au marxisme-léninisme est celle de travailler à la défaite de la coalition impérialiste.

En l'occurrence, le devoir des communistes en France est de combattre l'impérialisme français et la politique et les actes anti-syriens bellicistes du gouvernement socialiste de François Hollande, identiques à celle de ses prédécesseurs de droite.

...../suite p21

SYRIE QU'EST DEVENU LE MOUVEMENT ANTI-IMPERIALISTE EN FRANCE ?

Cela signifie-il que nous oublions les autres impérialismes en action ?

Nullement. Mais aujourd'hui, concrètement, ce sont les impérialismes occidentaux et leurs commis qui veulent imposer par les armes un pouvoir à leurs bottes à Damas. Ce ne sont ni Pékin ni Moscou. Ce sont donc les premiers qu'il faut combattre.

Nous appliquons là la recommandation que Lénine énonça en 1916 dans son article **LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES** :

« Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes ne peut pas plus obliger la social-démocratie (ndlr, les marxistes révolutionnaires) à renoncer au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renoncer à leur républicanisme. »

Que ce soit pour s'opposer à l'agression armée directe des impérialistes occidentaux contre la Côte d'Ivoire puis la Libye et aujourd'hui pour s'opposer à celle dirigée contre la Syrie et réalisée par mercenaires interposés, aucun mouvement d'opposition concret ne s'est manifesté ici, en France. Pourtant, dans ces trois cas, l'impérialisme français est au premier rang des agresseurs.

Avant l'agression étasunienne et britannique contre l'Irak, des centaines de milliers de manifestants s'étaient rassemblés à Paris pour dénoncer l'acte criminel en préparation. Le gouvernement français s'était lui-même refusé d'accompagner les USA et la Grande Bretagne. Pour la LIBYE et la SYRIE, rien...à part quelques communiqués de presse.

Alors ? Paradoxe ? Peut-être. Ou peut-être pas...

En tout cas, visiblement, il est plus difficile de s'opposer à son propre impérialisme que de dénoncer les impérialismes autres que le sien ! Phénomène à approfondir...

En tout cas aussi, après Sarkozy, Hollande a les mains libres pour conduire l'agression contre la Syrie.

Comment expliquer cette absence du mouvement anti-impérialiste?

Pour les uns, Bachar El As-

sad comme Khaddafi et Gbagbo avant lui, sont des dictateurs et on ne peut que se réjouir de la chute d'un dictateur. Pas question donc, pour ces bons démocrates de s'opposer aux campagnes politico-militaires occidentales visant à les chasser du pouvoir avant de les assassiner. Le fait que leurs tombeurs soient des puissances impérialistes (USA, Grande Bretagne, France), des régimes moyenâgeux tout aussi dictatoriaux (Qatar, Arabie Saoudite), des troupes sanguinaires recrutées dans les organisations terroristes internationales (Djihadistes de diverses obédiences, Al Qaïda...), tout cela les laisse indifférents. La tête des dictateurs devenus subitement les ennemis des géants réunis de l'Etat français, voilà leur credo. Qu'importe même si après leur chute, les pires ennemis de leur « démocratie », les pires régimes obscurantistes s'imposent à leur place.

Tous les partis de gauche, de la gauche de la gauche, en passant par Mélenchon et Besancenot, toutes les organisations démocratiques comme la Ligue des Droits de l'Homme tous ont soutenu, soutiennent ou laissent faire avec bienveillance les politiques militaires agressives dictées par les intérêts économiques et géostratégiques de l'impérialisme français.

...../suite p22

Cette gauche et extrême gauche trotskyste là ne s'étaient pas opposées, au contraire, à la politique impérialiste guerrière de la droite. Elles ne peuvent aujourd'hui qu'appuyer cette même politique quand elle est impulsée par la gauche. On ne s'étonnera donc pas des positions de ces soutiens traditionnels directs ou indirects, ouverts ou complaisants de l'impérialisme français.

Ce qui est plus incompréhensible en revanche, c'est la frigidité incroyable des organisations du courant communiste marxiste léniniste face à la tâche fondamentale de construire le front contre les guerres impérialistes actuelles.

Le ROCML a lancé un appel aux organisations communistes se réclamant du marxisme léninisme et aux organisations anti-impérialistes pour former un front de lutte contre l'agression impérialiste occidentale contre la Syrie, et en particulier contre la politique belliciste de l'impérialisme français. Cet appel était accompagné d'une invitation à une première réunion le 12 octobre 2012 à Paris.

Toutes les organisations de ce courant ont reçu cette invitation. Le PCOF, l'URCF, Le RCC, COMMUNISTES, l'OCML/VP n'ont pas répondu. Le PRCF a répondu tardivement qu'il était d'accord avec l'appel, mais n'est pas venu à la réunion. Depuis, plus de nouvelles.

Lors de la réunion, des personnes se sont avérées comme désireuses d'inclure dans la base politique du front, un soutien explicite à Bachar El Assad. Un désaccord s'est imposé sur ce point. Ces militants pro-Assad se sont donc exclus de l'appel.

Les autres participants à la ré-

union ont au contraire affirmé leur accord avec le contenu de l'appel.

Une deuxième réunion est prévue à laquelle seront de nouveau invités, sur la base de l'appel, les organisations et les militants contactés pour participer à la première.

Le ROCML espère encore que le PCOF, l'URCF, le PRCF, le RCC, l'OCML/VP et d'autres organisations contactées viendront s'associer à ceux qui se sont déjà engagés autour de cet appel.

Car aucune raison ne peut justifier que les marxistes léninistes et les anti-impérialistes soient divisés et donc inactifs, face à la nécessité de combattre notre propre impérialisme dans ses guerres de pillage et de domination.

Où alors... il faudra chercher des explications !

Cela signifie-t-il qu'il faille soutenir et que nous soutenions Bachar El Assad et son régime ? Nullement. Bachar El Assad est le représentant d'une partie de la bourgeoisie syrienne. Les luttes populaires et ouvrières ont été durement réprimées, de même que le mouvement communiste syrien, par le régime baassiste. Cela, nous le savons et ne l'oublions pas. Nous ne soutenons pas Bachar El Assad en tant qu'individu et encore moins en tant que l'un des chefs de la bourgeoisie syrienne.

Notre doctrine internationaliste nous place aux côtés des prolétaires et du peuple syrien.

Mais alors, faut-il le dénoncer ? Pas plus. Nous pensons que la question, aujourd'hui, n'est pas de dénoncer les actes passés de Bachar El Assad. Même si nous savons qu'il pourrait y recourir de nouveau.

La question est de savoir si la

défaite de Bachar El Assad, c'est -à-dire la victoire des impérialistes occidentaux suivie de l'installation d'une dictature religieuse sous tutelle impérialiste, apporterait un avantage pour les luttes des prolétaires et du peuple syrien et pour les peuples de la région.

Seuls des inconscients pourraient répondre oui à cette question.

En bref, nous condamnons l'intervention impérialiste occidentale contre la Syrie et son peuple, et nous appelons à construire un front d'action contre la participation active de l'impérialisme français dans cette agression.

Nous condamnons cette intervention au nom du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et au nom de notre soutien au peuple et aux ouvriers syriens.

Nous ne soutenons ni ne combattons Bachar El Assad. Cette question concerne le peuple syrien lui-même.

Nous souhaitons la défaite de l'impérialisme, de notre propre impérialisme.

Nous espérons convaincre l'ensemble des communistes et des anti-impérialistes de la justesse de notre analyse, de nos positions et de nos propositions. Mais même si des divergences existent sur certains points, nous les appelons à construire avec nous le front de lutte contre l'intervention impérialiste contre la Syrie sur la base de l'appel du ROCML.

Faisons front contre les menaces imminentes d'intervention armée directe des pays impérialistes occidentaux contre la Syrie !

Il est clair que la stratégie des impérialismes occidentaux pour renverser le gouvernement Syrien de Bachar el Assad par mercenaires interposés a échoué.

Aujourd'hui, les puissances impérialistes occidentales (dont la France dirigée par le parti socialiste) se rendent compte que seule une intervention militaire directement conduite par elle pourra battre la Syrie, ses peuples et sa classe ouvrière qui, bien qu'ayant des contradictions politiques et sociales à résoudre dans le cadre national, n'ont rien à gagner mais tout à perdre d'une victoire des impérialismes occidentaux.

En tant que qu'organisations communistes de France, le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes (ROCML) et la Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste (JCML) appellent toutes les organisations communistes, toutes les organisations anti-impérialistes et toutes les organisations éprises de justice et de paix à se rassembler et à se mobiliser, quelles que soient leurs différences d'appréciation sur le gouvernement syrien, dans un vaste front de lutte contre l'intervention armée impérialiste occidentale contre la Syrie.

Le temps presse. Le ROCML et la JCML adressent une proposition urgente de réunion pour organiser ce front.

Comme le temps presse, nous demandons aux organisations communistes et anti-impérialistes auxquelles est adressé ce courrier de répondre rapidement si elles sont d'accord ou non pour se rencontrer afin d'examiner les possibilités et les modalités d'une première initiative.

Ensuite, nous conviendrons d'une date et d'un lieu pour que les organisations d'accord pour se rencontrer dans ce but puissent se rencontrer concrètement.

ROCML et JCML, le 27 août 2012.

SOUTIEN A AURORE MARTIN

Il y a maintenant un an et demi, nous avons publié le texte que voici

« Aurore Martin, militante de la cause basque de nationalité française a choisi de ne pas se plier au verdict de la Cour de Cassation de l'extrader vers l'Espagne et donc de la livrer à la « justice » espagnole. Aurore Martin a décidé d'entrer dans la clandestinité sur le territoire de l'Etat français, dans le Pays Basque nord. Le ROCML tient d'abord à saluer le courage politique de cette militante et lui exprime son soutien total et sa solidarité.

Le ROCML condamne la politique répressive des Etats européens, dans le cas présent les Etats français et espagnol, appliquée en vertu d'accords scélérats comme le MAE (Mandat d'Arrêt Européen) et d'activités policières transfrontalières. Longtemps considérée comme terre d'asile politique, la France livre désormais ses propres citoyens à la police et à la répression d'un autre Etat !

L'impérialisme capitaliste en crise a peur des luttes révolutionnaires que son exploitation de classe et son oppression nationale engendreront immanquablement. C'est pourquoi elle fourbit et perfectionne ses armes de répression. Face à cette situation, les travailleurs exploités et les nations opprimées ont une réponse : l'internationalisme prolétarien.

Le ROCML appelle ses membres, ses sympathisants et tous les démocrates à exiger l'abrogation de l'arrêt d'extradition confirmé par la Cour de Cassation à l'encontre d'Aurore Martin, à impulser et à participer aux activités militantes de soutien et de solidarité dans ce but. »

Depuis, la situation politique a évolué, le parti socialiste a succédé à l'UMP. Mais la politique économique et sociale du gouvernement actuel n'a pas évolué d'un iota par rapport au précédent, les désirs de la bourgeoisie seront exaucés, les ouvriers paieront la facture et seront licenciés.

Dans le domaine répressif, le gouvernement PS se trouve en totale continuité avec ses prédécesseurs. L'affaire Aurore Martin en est l'illustration. Cette militante de Batasuna (parti indépendantiste basque, interdit en Espagne, toléré en France) n'avait échappé au mandat d'arrêt européen, et donc à l'extradition en Espagne que grâce au soutien exemplaire des habitants de Bayonne, qui l'ont sauvé de l'arrestation. Depuis, la jeune femme a pris le chemin de la clandestinité avant de réapparaître plusieurs mois plus tard. De nombreuses personnalités avaient adressé leur sou-

...../suite p24

tien à Aurore. Ils dénonçaient l'injustice flagrante et l'acharnement du gouvernement à réprimer durement tout mouvement estampillé « basque », immédiatement marqué du sceau « terroriste ». L'affaire semblait oubliée.

Pourtant, le 01/11/12, la nouvelle tombe. Aurore Martin est interpellée, lors d'un contrôle routier « fortuit » et livrée aux autorités espagnoles le soir même. Une fois de plus, le gouvernement tombe le masque. Manuel Valls, renouant avec les méthodes de Brice Hortefeux ou Claude Guéant, fait même pire car ces derniers n'étaient pas arrivés à la livrer à la police espagnole. Non content d'avoir le mois dernier fait arrêter deux militants basques à Mâcon en Saône et Loire, Manuel Valls porte un nouveau coup au mouvement politique basque en livrant une de ses militantes les plus populaires à l'Espagne, où elle subira douze ans de prison ferme.

En faut-il plus pour démontrer que le gouvernement du gentil benêt des Guignols de Canal+, se place dans la continuité du précédent et reste au service du capital et de la bourgeoisie la plus réactionnaire ? Rejoignant Ibai Peña et d'autres, Aurore Martin fait aujourd'hui partie des victimes du mandat d'arrêt européen, outil de répression de la bourgeoisie contre tous les militants progressistes et révolutionnaires d'Europe.

Encore une fois, le ROCML et la JCML adressent leurs soutiens à la militante basque, et continueront à le faire pour tous les militants politiques, révolutionnaires ou progressistes qu'il menacera, en participant à toute initiative de solidarité en leur faveur.

ERREPRESIOA EZ DA BIDEA !

AUORE ASKATU !

EUROAGINDURIK EZ !

**LA RÉPRESSION NE NOUS FERA PAS
TAIRE !**

**LIBERTE POUR AUORE MARTIN !
NON AU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN !**

QUI SOMMES-NOUS ?

Le ROC-ML est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique. Le ROCML se donne pour mission de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.

Je m'abonne à la Voix des Communistes

5 numéros 10 euros

Nom:

Prénom:

Adresse:

Mail:

**Renvoyer ce bulletin d'abonnement à
Association GrandROC
Villa OctoSun, 3 clos de Lutché 31380 GARIDECH**